



# ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

UEM

Question au Gouvernement n° 2088

## Texte de la question

M. le président. La parole est à M. André Gerin.

M. André Gerin. Ma question s'adresse au Premier ministre.

Depuis jeudi dernier, nous savons que la France est malade. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) Ce n'est pas la faute de votre politique ni des contraintes maastrichtiennes que vous accompagnez et devancez. Non, tout est de la faute du peuple, c'est le peuple qui serait conservateur !

M. Jean-Claude Lefort. Il faut changer le peuple !

M. André Gerin. Faut-il que ce peuple soit également masochiste pour rechigner à la politique que vous qualifiez de progrès, marquée par la précarité, la diminution des droits au logement, à la santé et à la sécurité, la mise en cause des services publics et de nos industries de pointe !

À ce peuple, vous avez demandé des sacrifices en vue de la monnaie unique, mais, depuis dimanche, à Dublin, on lui apprend que l'austerité sera à perpétuité, comme le réclamait la Bundesbank, pour réaliser l'euro.

L'euro, on nous en a présenté les billets. Puis-je vous rappeler aujourd'hui ce qu'a dit Jacques Chirac, avant d'être président, le 7 novembre 1994 ? « La France a les mêmes droits que les autres pays et, comme elle a fait ratifier le traité de Maastricht non pas par son Parlement mais par référendum, cela veut dire qu'il faudra, avant de passer à la troisième phase, qu'un référendum en France autorise le Gouvernement à le faire. »

M. Jean-Claude Lefort. Quand ?

M. André Gerin. À quand le référendum sur la monnaie unique ? Faudrait-il conclure qu'un nouveau refus à tenir cette promesse viendrait de votre propension à juger le peuple trop conservateur ou inapte à juger des intérêts de notre pays, de la défense de l'identité nationale ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances. (Protestations sur les bancs du groupe communiste.)

M. Jean-Claude Lefort. C'est une question politique !

M. le président. Monsieur Lefort, je vous en prie.

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, lors du conseil de Madrid, les chefs d'État et de gouvernement ont donné un nom à la monnaie unique et le sommet de Dublin a permis de présenter aux Européens les billets en euro. La décision essentielle a consisté à nous donner les moyens du passage à la monnaie unique.

Les déficits systématiques et l'endettement ne doivent vous donner aucune nostalgie.

M. Daniel Colliard. Référendum !

M. le ministre de l'économie et des finances. Sinon, c'est que vous avez une étrange conception de la solidarité. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Jean-Claude Lefort. Référendum !

M. le ministre de l'économie et des finances. Vous voulez faire payer à vos enfants et à vos petits-enfants votre incapacité aujourd'hui à assainir les finances publiques. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Didier Boulaud. La dette, c'est vous !

M. le ministre de l'économie et des finances. La démonstration a été faite que la dépense publique, à un certain

niveau, finit par asphyxier l'economie et donc a rendre impossibles la creation d'emplois, et l'envoi d'un message d'avenir, d'un message exaltant pour les plus jeunes,...

M. Daniel Colliard. Referendum !

M. le ministre de l'economie et des finances. ... et pour tous ceux qui attendent un emploi.

La decision qui a ete prise a Dublin en faveur de l'euro,...

M. Jacques Brunhes. Referendum !

M. le ministre de l'economie et des finances. ... c'est de nous donner le moyen le plus sur pour faire de la croissance et de l'emploi.

M. Jean-Jacques Descamps. Tres bien !

M. le ministre de l'economie et des finances. Quant au referendum, il a eu lieu au mois de septembre 1992. Il s'agit maintenant de nous preparer au passage a la monnaie unique au 1er janvier 1999. C'est une urgence !

(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique. - Protestations sur les bancs du groupe communiste.)

## Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Andre Gerin.

M. Andre Gerin. Ma question s'adresse au Premier ministre.

Depuis jeudi dernier, nous savons que la France est malade. (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.) Ce n'est pas la faute de votre politique ni des contraintes maastrichtiennes que vous accompagnez et devancez. Non, tout est de la faute du peuple, c'est le peuple qui serait conservateur !

M. Jean-Claude Lefort. Il faut changer le peuple !

M. Andre Gerin. Faut-il que ce peuple soit egalement masochiste pour rechigner a la politique que vous qualifiez de progres, marquee par la precarite, la diminution des droits au logement, a la sante et a la securite, la mise en cause des services publics et de nos industries de pointe !

A ce peuple, vous avez demande des sacrifices en vue de la monnaie unique, mais, depuis dimanche, a Dublin, on lui apprend que l'austerite sera a perpetuite, comme le reclamait la Bundesbank, pour realiser l'euro.

L'euro, on nous en a presente les billets. Puis-je vous rappeler aujourd'hui ce qu'a dit Jacques Chirac, avant d'etre president, le 7 novembre 1994 ? «La France a les memes droits que les autres pays et, comme elle a fait ratifier le traite de Maastricht non pas par son Parlement mais par referendum, cela veut dire qu'il faudra, avant de passer a la troisieme phase, qu'un referendum en France autorise le Gouvernement a le faire.»

M. Jean-Claude Lefort. Quand ?

M. Andre Gerin. A quand le referendum sur la monnaie unique ? Faudrait-il conclure qu'un nouveau refus a tenir cette promesse viendrait de votre propension a juger le peuple trop conservateur ou inapte a juger des interets de notre pays, de la defense de l'identite nationale ? (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le president. La parole est a M. le ministre de l'economie et des finances. (Protestations sur les bancs du groupe communiste.)

M. Jean-Claude Lefort. C'est une question politique !

M. le president. Monsieur Lefort, je vous en prie.

M. Jean Arthuis, ministre de l'economie et des finances. Monsieur le depute, lors du conseil de Madrid, les chefs d'Etat et de gouvernement ont donne un nom a la monnaie unique et le sommet de Dublin a permis de presenter aux Europeens les billets en euro. La decision essentielle a consiste a nous donner les moyens du passage a la monnaie unique.

Les deficits systematiques et l'endettement ne doivent vous donner aucune nostalgie.

M. Daniel Colliard. Referendum !

M. le ministre de l'economie et des finances. Sinon, c'est que vous avez une etrange conception de la solidarite. (Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Jean-Claude Lefort. Referendum !

M. le ministre de l'economie et des finances. Vous voulez faire payer a vos enfants et a vos petits-enfants votre incapacite aujourd'hui a assainir les finances publiques. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

M. Didier Boulaud. La dette, c'est vous !

M. le ministre de l'économie et des finances. La démonstration a été faite que la dépense publique, à un certain niveau, finit par asphyxier l'économie et donc à rendre impossibles la création d'emplois, et l'envoi d'un message d'avenir, d'un message exaltant pour les plus jeunes,...

M. Daniel Colliard. Referendum !

M. le ministre de l'économie et des finances. ... et pour tous ceux qui attendent un emploi.

La décision qui a été prise à Dublin en faveur de l'euro,...

M. Jacques Brunhes. Referendum !

M. le ministre de l'économie et des finances. ... c'est de nous donner le moyen le plus sûr pour faire de la croissance et de l'emploi.

M. Jean-Jacques Descamps. Très bien !

M. le ministre de l'économie et des finances. Quant au référendum, il a eu lieu au mois de septembre 1992. Il s'agit maintenant de nous préparer au passage à la monnaie unique au 1<sup>er</sup> janvier 1999. C'est une urgence ! (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République. - Protestations sur les bancs du groupe communiste.)

## Données clés

**Auteur :** [M. Gerin André](#)

**Circonscription :** - COM

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2088

**Rubrique :** Politiques communautaires

**Ministère interrogé :** économie et finances

**Ministère attributaire :** économie et finances

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 18 décembre 1996, page 8420

**Réponse publiée le :** 18 décembre 1996, page 8420

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 décembre 1996